

Arnera

ivrèrent au whisky qui coulait à flots, les Belges se consultèrent en toute discrétion.

Car dès son arrivée le matin précédent, la présence de Lumumba dans la capitale du Katanga faisait l'objet de toutes les conversations.

« Simple transfert des prisonniers »

De nombreux témoins racontèrent qu'à sa descente d'avion, un DC4 piloté par un équipage belge, le Premier ministre et ses compagnons semblaient déjà très mal en point, des soldats congolais les ayant battus durant tout le trajet à tel point que, dérangé par le vacarme, le pilote, Belge comme tous les membres de l'équipage, avait fermé la porte de séparation de sa cabine.

Au lendemain de la mort du Premier ministre, alors que la ville bruit de rumeurs, la mascarade se met en place dans une discrétion totale ; on songe d'abord à parler d'un simple transfert des prisonniers, qui auraient été emmenés vers des lieux plus sûrs.

Le mensonge ne dura pas l'espace d'un matin : très tôt, on apprit qu'un missionnaire avait rapporté que des noirs avaient remarqué la présence de Casques bleus de l'ONU dans la région de Tshilatembo, cette carrière où les prisonniers furent tués, et que dans la nuit ils entendirent des coups de fusil. Au petit matin, des Congolais trouvèrent un puits fraîchement creusé d'où sortait un bras. Alors que des policiers furent dépêchés sur place pour clôturer hermétiquement les lieux, une réunion d'urgence se tint au ministère katangais de l'Intérieur. Gérard Soete, un inspecteur de police présent au Congo depuis 1946, mesura la gravité de la situation et parla de crimes de guerre. Constatant que le ministre de l'Intérieur katangais Godefroid Munongo ainsi que le commissaire Verscheure perdirent le sang-froid nécessaire, il décida de prendre les choses en main avec l'aide de son frère Michel, un mécanicien du département des travaux publics.

Dans les heures qui suivirent, alors que la ville était traversée de rumeurs, le Bureau conseil de Tshombe se réunit en urgence et les conseillers belges adoptèrent une position unanime : observer la plus grande discrétion, « pas de sang sur les mains ». Brassine, des décennies plus tard, nous assurera qu'il avait été opposé dès le départ au transfert de Lumumba au Katanga et à son exécution car il savait que l'inévitable scandale qui suivrait signifierait la fin de la sécession katangaise.

Alors que l'on discute encore des termes du mensonge – « faut-il parler d'un transfert des prisonniers, répéter qu'ils sont sous bonne garde, faire patienter la Croix-Rouge qui exige une visite ? » –, les commissaires de police Soete, Verscheure et Sapwe, accompagnés des neuf policiers qui prirent part à l'assassinat, n'avaient pas de temps à perdre. Dès le lendemain du crime, ils attendirent la tombée de la nuit pour se diriger vers la clairière et la fosse où les corps furent enfouis dans la terre sablonneuse. Rapidement, ils les y bougèrent, les enroulèrent dans un linge, les posèrent sur la plateforme d'un camion qui se dirigea vers la frontière rhodésienne et à Kasenga, sur les terres du Mwami Munongo, qui haïssait Lumumba ; une nouvelle fosse est rapidement creusée derrière une termitière. Les commissaires belges n'oublièrent pas de ramener des souvenirs : des balles qui s'échappèrent des corps de leurs victimes pendant le transfert. Plus tard Verscheure se vantera même d'avoir extrait une balle du crâne de Lumumba. L'épopée n'était cependant pas terminée car à Elizabethville, mais aussi à Bruxelles, on redoutait toujours que cette nouvelle fosse soit elle aussi découverte.

Un silence de 40 ans

C'est pourquoi, raconte De Witte, le

21 janvier un camion des Travaux publics repartit pour Kasenga avec à son bord des panneaux de signalisation, un fût à essence vide, une scie à métaux et deux dames-jeannes d'acide sulfurique. Brassine assurera que le solvant provenait du département des Travaux publics, Verscheure se rappelle qu'il fut fourni par l'Union minière. Ce n'est que le lendemain soir que la fosse fut retrouvée et que le travail put commencer : les corps furent déterrés, débités à l'aide d'un couteau puis jetés morceau par morceau dans le fût rempli d'acide sulfurique.

Silencieux durant quarante ans, Gérard Soete ne livrera son témoignage qu'en 2000 : « En pleine nuit africaine, nous avons commencé par nous saouler pour avoir du courage. On a écartelé les corps. Le plus dur fut de les découper, avant de verser l'acide. » Selon Brassine, les Belges étaient ivres à la fin de l'opération, un assistant noir avait reçu de l'acide sulfurique sur un pied et était gravement brûlé. Verscheure aurait raconté que lorsque l'acide vint à manquer, les crânes furent broyés, les morceaux d'ossements qui n'avaient pas été dissous furent éparpillés depuis le camion sur le chemin du retour de même que les cendres. Il s'agissait d'exécuter des ordres clairs : rien ne devait subsister des trois dirigeants nationalistes. « C'était un travail diabolique » racontera Soete, qui enfreindra cependant les ordres, ramenant « quelques trophées de chasse » prélevés sur le corps de Lumumba : deux dents et deux doigts dont l'index, enveloppés dans un linge.

Octogénaire, Soete assurera plus tard qu'il avait été pris au piège, qu'il s'était débarrassé d'une des dents et l'avait jetée dans la mer du Nord. En 2016 cependant, il montrera encore l'autre dent à un journaliste flamand qui l'interviewait, ce qui poussa des proches de la famille de Patrice Lumumba à déposer plainte pour « recel ».

Selon l'un des fils de Patrice Lumumba, une deuxième dent et un doigt se trouveraient encore en Belgique bien qu'en 2020 déjà, le tribunal ait décidé que l'Etat belge devait restituer à la RDC tous les restes de Lumumba.

La première dent fut plus tard saisie chez la fille de Gérard Soete et ajoutée au dossier joint à l'enquête principale pour « crimes de guerre » ouverte en 2011 à Bruxelles.

Restitution

Cette dent, toujours conservée au parquet de Bruxelles et dernier vestige physique du Premier ministre assassiné, devrait être restituée le 22 juin prochain à la famille du défunt et à tout le peuple congolais. La cérémonie se tiendra à Bruxelles avant d'entreprendre un long voyage vers l'Afrique puis à travers le Congo, dans tous les lieux qui furent marqués par la présence physique de Patrice Lumumba : Onalua, son village natal au Kasai, Kisangani (Elizabethville) où il fit ses premiers pas en politique, Kinshasa où un monument en son honneur a été érigé au pied de l'échangeur de Limete et enfin au Katanga, lieu de son supplice et de sa mise à mort.

A Bruxelles, la restitution de la dent se fera d'abord en petit comité, puis devrait être suivie d'une cérémonie officielle au palais d'Egmont à l'initiative du gouvernement belge et en présence d'autorités belges et congolaises.

Dans le climat de ferveur populaire qui marquera le retour de la « relique » du héros de l'indépendance vers le pays de ses ancêtres, qui se souviendra de la remarque faite en son temps par le parquet de Bruxelles : « Il s'agira d'une restitution symbolique, en l'absence de certitude absolue que cette dent ait bien appartenu à Lumumba. Il n'y a pas eu d'analyse ADN sur la dent, cela l'aurait détruite... »

(1) L'exécution de Lumumba (Ed. Racines)

(2) L'assassinat de Lumumba (Ed. Karthala)

Astrid aux Etats-Unis, Philippe au Congo

Un « en même temps » royal

MARTINE DUBUISSON

C'est la première mission économique aux Etats-Unis. La deuxième plus grosse jamais organisée par l'Agence fédérale pour le commerce extérieur et les agences régionales ainsi que les Affaires étrangères, après la Chine. Pas moins de 541 participants – ministres, hommes et femmes d'affaires, académiques, représentants de chambres de commerce et journalistes – s'envolent ce samedi avec la princesse Astrid pour une semaine à Atlanta, New York et Boston. Avec un programme XXL, allant de l'énergie aux sciences de la vie, en passant par la logistique, l'intelligence artificielle, l'agroalimentaire ou les jeux vidéo.

Mais une autre première qualifie ce déplacement. Pour la première fois de mémoire de collaborateur royal, une telle mission économique princière – sachant qu'Astrid y représente le Roi – se déroule en même temps qu'un autre déplacement royal. A partir du 7 juin, Philippe sera en effet pour sept jours au Congo, avec le Premier ministre Alexander De Croo. Or, il est de tradition que les agendas officiels des membres de la famille royale ne se chevauchent pas. « En règle générale », confirme le directeur de la communication du Palais, « on essaie d'éviter la concomitance des activités royales tant en Belgique qu'à l'étranger, par exemple aussi pour celles du Roi et de la reine. » L'idée étant qu'une activité n'éclipse pas l'autre et que chacun, ainsi que le sujet qu'il valorise, puisse être mis en lumière et suivi par les médias intéressés.

Une question de contexte

Mais cette fois, les circonstances en ont décidé autrement. Les deux déplacements, aux Etats-Unis et en Afrique, initialement programmés voici plusieurs mois, ont été reportés (à plus d'une reprise) en raison de la pandémie de covid puis de la guerre en Ukraine. Et la fenêtre de tir pour que Philippe puisse aller au Congo – il y tenait particulièrement, ainsi qu'à se rendre non seulement à Kinshasa mais aussi en province – se refermait. Il fallait en effet s'y trouver avant l'été pour ne pas empiéter sur la période électorale ; et même avant début juillet – date de la visite du pape là-bas – et être de retour pour le 28 juin, le Premier ministre étant attendu à cette date au sommet de l'Otan.

Pas simple...

Résultat : le Roi et sa sœur devront se partager les feux de la rampe pour vanter les liens belgo-congolais en même temps que les relations commerciales belgo-américaines. La conception royale de l'« en même temps », en quelque sorte.

ABONNÉS



Pourquoi le discours du 30 juin 1960 ne fut pas la seule cause de la liquidation de Lumumba

Retrouvez la suite de notre dossier sur notre site ou notre application.

ÉTATS-UNIS

Les fusillades, un danger pour la démocratie

L'administration Biden mène une guerre perdue d'avance pour renforcer le contrôle des armes à feu. Le danger rôde, pourtant, et il émane des adversaires les plus résolus des Etats-Unis.

MAURIN PICARD
CORRESPONDANT À NEW YORK

Assez ! Agissez. Pour l'amour de Dieu. Les armes dans ce pays tuent plus d'enfants que les accidents de voitures ou le cancer. Ça suffit ! » Le constat d'impuissance des autorités américaines rejaillissait une nouvelle fois, jeudi soir, lors du discours du président Joe Biden, directement adressé aux membres du Congrès, leur réclamant d'interdire la vente d'armes aux moins de 21 ans et de renforcer les vérifications d'antécédents par le biais de lois dites « red flag ».

La tragédie récurrente des tueries de masse (quatre personnes touchées au minimum) outre-Atlantique découle de la paralysie absolue des institutions, de l'opposition farouche du camp conservateur, persuadé de la valeur électorale de l'argument en faveur de la libre circulation des armes à feu, et de la défense obstinée du deuxième amendement de la constitution par la Cour suprême, contrôlée par six juges républicains sur neuf.

« Cette blessure auto-infligée »

Tandis que les Etats-Unis s'enfoncent inexorablement dans un drame en apparence inarrêtable, malades de leurs 393 millions d'armes à feu, dont 20 millions de fusils d'assaut de type AR-15 ou équivalents, leur démocratie en pâtit largement du fait d'acteurs externes. « Cette blessure auto-infligée », écrit le centre d'analyse Soufan Center Group, « fait le jeu des rivaux de l'Amérique. La Russie et la Chine utilisent régulièrement de lugubres statistiques liées aux fusillades de masse américaines afin d'écorner l'image des Etats-Unis dans le monde. » Avec 45.000 morts recensés en 2020 par armes à feu, l'Amérique ressemble à une destination de plus en plus dangereuse, envers et contre le leitmotiv préféré de ses 333 millions d'habitants : « Greatest country on earth (meilleur pays au monde) ».

« Les cyberpirates apparentés à la Russie se servent allégrement de la controverse sur la sûreté des armes pour semer la discorde dans le pays et diviser l'électorat américain à l'orée de chaque scrutin », poursuit le Soufan Center Group. « Les experts mentionnent également le flot illicite d'armes à feu américaines vers l'Amérique centrale, cause du regain de violence dans cette région du monde et, par ricochet, de la crise migratoire à la frontière sud des Etats-Unis. »

« Ironie suprême, le ministre ukrainien des Affaires étrangères Dmytro Kuleba a pris le temps de comparer la tragédie vécue par les Etats-Unis et la perte de vies innocentes à celle de son pays et offert de partager cette douleur », argue pour sa part Jacob Ware, expert en contre-terrorisme au Council on Foreign Relations, un groupe de réflexion géopolitique basé à New York. La Chine, en particulier, n'a pas manqué de commenter la tuerie du 24 mai à Uvalde, Texas (21 morts dont 10 enfants), en demandant le 30 mai, via son porte-parole du ministère des Affaires étrangères Zhao Lijian à la Haute-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Michelle Bachet, tout juste de retour du Xinjiang, d'enquêter sur les fusillades de masse aux Etats-Unis et, ajoute un quotidien communiste, ce « racisme qui ronge la classe politique américaine ».



Les Etats-Unis s'enfoncent inexorablement dans un drame en apparence inarrêtable, malades de leurs 393 millions d'armes à feu, dont 20 millions de fusils d'assaut de type AR-15 ou équivalents. © AFP.